

Chambre des Représentants

SESSION 1959-1960.

7 APRIL 1960.

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 9 juillet 1926
organique des Conseils de prud'hommes.

PROJET AMENDÉ PAR LE SÉNAT (1).

Article premier.

L'article premier, dernier alinéa, de la loi du 9 juillet
1926 organique des Conseils de prud'hommes est abrogé.

Art. 2.

§ 1^{er}. A l'article 2, premier alinéa, de la même loi, les
mots « à l'exclusion des entreprises agricoles ou forestières »
sont supprimés.

§ 2. Le 3^o de l'alinéa 2 de l'article 2 de la même loi est
remplacé par le texte suivant :

« 3^o Les personnes qui ont à leur service ou à celui de
leur ménage, des jardiniers, des domestiques et autres gens
de maison. »

Art. 3.

L'article 3 de la même loi est complété par un 11^o, rédigé
comme suit :

(1) Voir :

Documents de la Chambre :

126 (1958-1959) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Rapport.
- N° 5 à 8 : Amendements.

Annales de la Chambre :

16 et 17 décembre 1959.

Documents du Sénat :

- 77 (1959-1960) : Projet transmis par la Chambre.
- 214 (1959-1960) : Rapport.
- 230, 232, 248 (1959-1960) : Amendements.
- 265 (1959-1960) : Rapport complémentaire.
- 266 et 268 (1959-1960) : Amendements.

Annales du Sénat :

29 mars, 6 et 7 avril 1960.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1959-1960.

7 AVRIL 1960.

WETSONTWERP

houdende wijziging van de wet
van 9 juli 1926 op de Werkrechtersraden.

ONTWERP DOOR DE SENAAT GEWIJZIGD (1).

Eerste artikel.

Het eerste artikel, laatste lid, van de wet van 9 juli 1926
op de Werkrechtersraden wordt opgeheven.

Art. 2.

§ 1. In artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet, worden de
woorden « ter uitsluiting van een landbouw- of een bos-
bouwbedrijf » geschrapt.

§ 2. Artikel 2, tweede lid, 3^o, van dezelfde wet wordt ver-
vangen als volgt :

« 3^o De personen die tuiniers, dienstboden en ander huis-
personeel in hun dienst of in dienst van hun huishouden
hebben. »

Art. 3.

In artikel 3 van dezelfde wet wordt na 10^o een 11^o inge-
voegd, luidende als volgt :

(1) Zie :

Stukken van de Kamer :

126 (1958-1959) :

- N° 1 : Wetsvoorstel.
- N° 2 en 3 : Amendementen.
- N° 4 : Verslag.
- N° 5 tot 8 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer :

16 en 17 december 1959.

Stukken van de Senaat :

- 77 (1959-1960) : Ontwerp overgezonden door de Kamer.
- 214 (1959-1960) : Verslag.
- 230, 232, 248 (1959-1960) : Amendementen.
- 265 (1959-1960) : Aanvullend verslag.
- 266 en 268 (1959-1960) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

29 maart, 6 en 7 april 1960.

« 11° Les domestiques et autres gens de maison au service de la personne de l'employeur ou de son ménage. »

Art. 4.

a) Au 9° de l'article 4 de la même loi, les mots « attachés dans les cliniques, sanatoriums ou refuges » sont supprimés.

b) L'article 4 de la même loi est complété par un 12°, rédigé comme suit :

« 12° Gens de maison au service de la personne de l'employeur ou de son ménage et dont l'activité habituelle consiste à effectuer un travail intellectuel. »

Art. 5.

L'alinéa 2 de l'article 5 de la même loi est remplacé par le texte qui suit :

« Les termes « ouvrier » et « employé » ne sont pas applicables aux personnes occupées par un de leurs proches parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus et qui habitent chez lui. »

Art. 6.

L'article 6, dernier alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Seront consultés, au préalable, les organisations interprofessionnelles d'employeurs, d'ouvriers et d'employés. »

Art. 7.

L'article 7 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. — Tout Conseil de prud'hommes est divisé en chambres pour ouvriers et en chambres pour employés.

» Il comprend au moins une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

» Le Roi peut établir au sein d'un Conseil de prud'hommes, plusieurs chambres pour ouvriers et pour employés ainsi que des chambres spéciales. »

Art. 8.

A l'article 8, premier alinéa, de la même loi, les mots « la chambre pour ouvriers » et « la chambre pour employés » sont remplacés par les mots « chaque chambre pour ouvriers » et « chaque chambre pour employés ».

Art. 9.

Dans l'article 25 de la même loi, les trois derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans les Conseils de prud'hommes où il y a plus d'une chambre pour ouvriers et plus d'une chambre pour employés, la première chambre pour ouvriers et la première chambre pour employés sont présidées alternativement par les deux présidents du Conseil. Les autres chambres sont présidées de la même manière par des vice-présidents nommés dans les mêmes conditions que les présidents.

» Le Roi nomme les vice-présidents et indique en même temps la chambre pour ouvriers et la chambre pour employés qu'ils auront à présider dans les conditions déterminées par les 7°, 8° et 12° alinéas. Si le nombre des chambres pour

« 11° Dienstboden en ander huispersoneel bij een werkgever in dienst ten behoeve van zijn persoon of zijn huishouden. »

Art. 4.

a) In het n° 9° van artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden « in klinieken, sanatoria of verplegingsgestichten » geschrapt.

b) Aan artikel 4 van dezelfde wet wordt een 12° toegevoegd, luidende als volgt :

« 12° Huispersoneel bij een werkgever in dienst ten behoeve van zijn persoon of zijn huishouden en wiens gewone bedrijvigheid bestaat in geestesarbeid. »

Art. 5.

Artikel 5, tweede lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

« De uitdrukkingen « werkmán » en « bediende » zijn niet toepasselijk op personen die werkzaam zijn bij een hunner naaste bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad en die bij hem inwonen. »

Art. 6.

Artikel 6, laatste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De interprofessionele beroepsverenigingen van werkgevers, arbeiders en bedienden zullen voorafgaandelijk geraadpleegd worden. »

Art. 7.

Artikel 7 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 7. — Elke Werkrechtssraad wordt verdeeld in werkliedenkamers en in bediendenkamers.

» Hij omvat ten minste één kamer voor werklieden en één kamer voor bedienden.

» De Koning kan in een Werkrechtssraad meerdere kamers voor werklieden en voor bedienden oprichten, evenals speciale kamers. »

Art. 8.

In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « de werkliedenkamer » en « de bediendenkamer » vervangen door de woorden « elke werkliedenkamer » en « elke bediendenkamer ».

Art. 9.

In artikel 25 van dezelfde wet worden de laatste drie leden door de volgende bepalingen vervangen :

« In de Werkrechtssraden waar er meer dan één kamer voor werklieden en meer dan één kamer voor bedienden is, worden de eerste kamer voor werklieden en de eerste voor bedienden afwisselend voorgezeten door de twee raadsvoorzitters. De volgende kamers worden op dezelfde wijze voorgezeten door de ondervoorzitters, die onder dezelfde voorwaarden als de voorzitters benoemd worden.

» De Koning benoemt de ondervoorzitters en duidt terzelfdertijd aan de werkliedenkamer en de bediendenkamer, welke zij dienen voor te zitten in de voorwaarden bedoeld in het 7°, het 8° en het 12° lid. Is het getal der werklieden-

ouvriers est supérieur à celui des chambres pour employés, l'un des deux vice-présidents des chambres pour ouvriers en surnombre devra être choisi exclusivement par les prud'hommes ouvriers et parmi eux. Les dispositions de l'article 50, 5^e alinéa, et de l'article 95 relatives aux présidents sont également applicables aux vice-présidents. Le président du Conseil répartit les conseillers prud'hommes entre les diverses chambres. Les deux présidents du Conseil font en tout cas partie de la première chambre pour ouvriers ou de la première chambre pour employés.

» Les présidents et les vice-présidents se suppléent l'un l'autre, le cas échéant.

» Les mandats des présidents et vice-présidents prennent fin lors du renouvellement du Conseil.

» Après le renouvellement du Conseil, les présidents et vice-présidents sortants continuent néanmoins d'exercer leurs fonctions en attendant leur nouvelle nomination ou la nomination de leurs successeurs. »

Art. 10.

L'article 26 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 26. — Le Roi nomme auprès de chaque chambre un docteur en droit de nationalité belge, âgé de 25 ans accomplis, en qualité d'assesseur juridique effectif, et un docteur en droit réunissant les mêmes conditions, en qualité d'assesseur juridique suppléant.

» L'arrêté de nomination des assesseurs juridiques effectifs ou suppléants désigne la chambre à laquelle chacun d'eux sera attaché.

» Les assesseurs juridiques effectifs ou suppléants prennent part aux délibérations de la Chambre avec laquelle ils ont siégé. Ils y ont voix consultative et éventuellement participent aux votes.

» Ils se suppléent l'un l'autre, le cas échéant.

» L'assesseur juridique effectif le plus ancien, ou à ancienneté égale le plus âgé, assiste aux séances du Conseil, chambres réunies. »

Art. 11.

L'article 27 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 27. — Avant leur entrée en fonctions, les assesseurs juridiques effectifs et suppléants prêtent entre les mains du président du Conseil, le serment prescrit à l'article 24.

» Les assesseurs juridiques effectifs et suppléants qui, sans motif légitime, n'ont pas prêté serment dans le mois de la publication de leur nomination au *Moniteur belge*, sont considérés comme démissionnaires. »

Art. 12.

A l'article 28 de la même loi, entre les 4^e et 5^e alinéas, il est inséré un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Dans les Conseils de prud'hommes où il y a plus d'une chambre pour ouvriers et plus d'une chambre pour employés, le greffier exerce ses fonctions auprès du Conseil ainsi qu'auprès de la première chambre pour ouvriers et de la première chambre pour employés.

» Les greffiers adjoints sont répartis par les soins du greffier entre les autres chambres. Le greffier et les greffiers adjoints se suppléent l'un l'autre, le cas échéant. »

kamers groter dan dat der bediendenkamers, dan moet een der twee ondervoorzitters, van de overtallige werkliedenkamers uitsluitend door en onder de werkrechtswerklieden gekozen worden. De bepalingen van artikel 50, 5^e lid, en van artikel 95 betreffende de voorzitters zijn eveneens van toepassing op de ondervoorzitters. De raadsvoorzitter wijst de werkrechtswerklieden voor de verschillende kamers aan. De twee raadsvoorzitters maken in elk geval deel uit van de eerste werkliedenkamer of van de eerste bediendenkamer.

» De voorzitters en de ondervoorzitters vervangen elkaar in voorkomend geval.

» De mandaten van de voorzitters en ondervoorzitters eindigen met de vernieuwing van de Raad.

» Na de vernieuwing van de Raad blijven de uittreedende voorzitters en ondervoorzitters niettemin hun functies verder uitoefenen in afwachting van hun nieuwe benoeming of van die van hun opvolgers. »

Art. 10.

Artikel 26 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 26. — De Koning benoemt bij elke kamer een doctor in de rechten, die Belg en ten minste 25 jaar oud moet zijn, tot effectief rechtskundig bijzitter en een doctor in de rechten, die dezelfde voorwaarden vervult, tot plaatsvervangend rechtskundig bijzitter.

» Het benoemingsbesluit van de effectieve of plaatsvervangende rechtskundige bijzitters wijst tevens de kamer aan waaraan elk van hen verbonden wordt.

» De effectieve of plaatsvervangende rechtskundige bijzitters nemen deel aan de beraadslagingen van de Kamer waarin zij hebben gezeteld. Zij hebben adviserende stem en bij staking van stemmen is hun stem beslissend.

» Zij vervangen elkaar in voorkomend geval.

» De effectieve rechtskundige bijzitter met de grootste anciënniteit of, in geval van gelijke anciënniteit, de oudste, woont de zittingen van de Raad, in verenigde kamers bij. »

Art. 11.

Artikel 27 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 27. — Alvorens in dienst te treden leggen de effectieve en plaatsvervangende rechtskundige bijzitters de bij artikel 24 voorgeschreven eed af in handen van de voorzitter van de Raad.

» De effectieve en plaatsvervangende rechtskundige bijzitters, die zonder wettige reden de eed niet afleggen binde maand na de bekendmaking van hun benoeming in het *Belgisch Staatsblad*, worden als ontslaggevend beschouwd. »

Art. 12.

In artikel 28 van dezelfde wet wordt tussen het 4^e en het 5^e lid een nieuw lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« In de Werkrechtswraden waar er meer dan één kamer voor werklieden en meer dan één kamer voor bedienden is, oefent de griffier zijn ambt uit bij de Raad en tevens bij de eerste kamer voor werklieden en bij de eerste kamer voor bedienden.

» De adjunkt-griffiers worden door de griffier aangewezen voor de andere kamers. De griffier en de adjunkt-griffiers vervangen elkaar in voorkomend geval. »

Art. 13.

Le premier alinéa de l'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Avant d'entrer en fonctions, le greffier et les greffiers adjoints prêtent entre les mains du Gouverneur de la province ou de son délégué le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. Je jure de ne pas violer le secret professionnel ».

Art. 14.

L'article 31 de la même loi est complété par un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Dans les Conseils de prud'hommes où il y a plus d'une chambre pour ouvriers et plus d'une chambre pour employés, le président du Conseil répartit les affaires entre les diverses chambres de manière que celles-ci soient normalement occupées. »

Art. 15.

L'article 45 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 45. — Les Conseils de prud'hommes connaissent sans appel des demandes de leur compétence jusqu'à 2.500 francs dans les litiges entre employeurs et ouvriers, à 10.000 francs dans les litiges entre employeurs et employés, à 1.500 fr. dans les litiges soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés et, avec faculté d'appel, au-delà de ces sommes.

» Il n'y a lieu à appel des sentences préparatoires ou interlocutoires qu'après les sentences définitives et conjointement avec l'appel de ces dernières.

» On entend par sentence définitive la décision qui met fin à toutes les contestations tant sur les incidents et la compétence que sur le fond et dont le Conseil des prud'hommes a été saisi. »

Art. 16.

L'article 53 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Devant le bureau de conciliation, les parties peuvent être représentées et assistées par un avocat ou un délégué d'organisation professionnelle justifiant de la dite qualité, porteur d'une procuration spéciale et agréé par le bureau. La comparution personnelle des parties peut toujours être ordonnée. Le dépôt ou la réception au greffe de la demande de convocation en conciliation interrompt la prescription. »

Art. 17.

Dans l'article 54 de la même loi :

1° Le 4^e alinéa, modifié par la loi du 18 mars 1958, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, le bureau de conciliation juge lui-même les différends d'une valeur ne dépassant pas 1.500 francs qu'il n'a pu applanir. »

Art. 13.

Het eerste lid van artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Vooraleer hun ambt op te nemen, leggen de griffier en de adjunkt-griffiers in handen van de gouverneur van de provincie of van diens afgevaardigde de volgende eed af : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk. Ik zweer het beroepsgeheim niet te schenden. »

Art. 14.

Artikel 31 van dezelfde wet wordt met een nieuw lid aangevuld, dat luidt als volgt :

« In de Werkrechtshraden waar er meer dan één kamer voor werklieden en meer dan één kamer voor bedienden is, verdeelt de raadsvoorzitter de zaken over de verschillende kamers zodanig dat zij normaal kunnen werken. »

Art. 15.

Artikel 45 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 45. — De Werkrechtshraden nemen kennis van de binnen hun bevoegdheid vallende eisen, zonder beroep, tot 2.500 frank voor de betwistingen tussen werkgevers en werklieden, tot 10.000 frank voor de betwistingen tussen werkgevers en bedienden en tot 1.500 frank voor de betwistingen tussen werklieden, tussen bedienden of tussen werklieden en bedienden en met mogelijkheid tot beroep boven deze bedragen.

» Tegen voorbereidende of voorlopige vonnissen kan alleen beroep aangetekend worden na het vellen van de eindvonnissen en gelijktijdig met het beroep tegen die vonnissen.

» Onder eindvonnis wordt verstaan de beslissing die een einde maakt aan alle betwistingen, zowel over incidenten en bevoegdheid als over de grond die aan de Werkrechtshraad onderworpen werden. »

Art. 16.

Artikel 53 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Partijen kunnen zich voor het verzoeningsbureau doen vertegenwoordigen en ter zijde staan door een advocaat of een afgevaardigde van een beroepsorganisatie, die van deze hoedanigheid doet blijken, houder is van een bijzondere volmacht en door het bureau erkend is. De persoonlijke verschijning van partijen kan steeds worden bevolen. De indiening of de ontvangst ter griffie van het verzoek tot oproeping in verzoening stuit de verjaring. »

Art. 17.

In artikel 54 van dezelfde wet :

1° Wordt het 4^e lid, gewijzigd bij de wet van 18 maart 1950, vervangen als volgt :

« Het verzoeningsbureau beslecht evenwel zelf de geschillen waarbij het gaat om een waarde die 1.500 frank niet overschrijdt, en die het niet bij wijze van verzoening kon beslechten. »

2° Au 5° alinéa, les mots « l'assesseur juridique » sont remplacés par les mots « un assesseur juridique ».

Art. 18.

L'article 62 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 62. — Les parties ont le droit de se faire représenter à l'audience soit par un avocat régulièrement inscrit ou un avoué, soit par un délégué d'une organisation professionnelle, justifiant ladite qualité, porteur d'une procuration spéciale et agréé par la chambre compétente.

» La comparution personnelle des parties peut toujours être ordonnée.

» Les parties peuvent se faire assister par les personnes visées au premier alinéa.

» La chambre compétente peut autoriser une autre personne, porteur de la procuration spéciale, à assister les parties. »

Art. 19.

Il est inséré dans la même loi, un article 62bis libellé comme suit :

« Article 62bis. — La cause est appelée et plaidée à l'audience mentionnée dans l'exploit de citation.

» Il ne pourra être accordé de remise que pour motifs précis et légitimes à l'appréciation du Conseil. »

Art. 20.

Il est inséré dans la même loi un article 65bis, libellé comme suit :

« Article 65bis. — Dans les Conseils de prud'hommes où il y a plus d'une chambre pour ouvriers et plus d'une chambre pour employés, les chambres spéciales visées aux articles 42 et 65 seront composées d'un conseiller ouvrier et d'un conseiller employeur, pris dans l'une des chambres pour ouvriers, ainsi que d'un conseiller employé et d'un conseiller employeur, pris dans l'une des chambres pour employés.

» Le bureau de conciliation spécial prévu à l'article 50, 8° alinéa, sera composé par les soins du président, d'un prud'homme ouvrier et d'un prud'homme employé faisant partie respectivement du bureau de conciliation de l'une des chambres pour ouvriers et du bureau de conciliation de l'une des chambres pour employés. »

Art. 21.

A l'article 76, troisième alinéa, de la même loi, les mots : « ou le vice-président » sont insérés entre le mot : « président » et les mots : « qui a dirigé ».

Art. 22.

L'article 80 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 80. — L'exécution provisoire de la sentence, nonobstant appel et opposition ou nonobstant appel seulement, peut être ordonnée avec ou sans caution jusqu'à concurrence de :

» 1.250 francs pour les litiges entre employeurs et ouvriers;

2° Worden, in het 5° lid, de woorden « de rechtskundige bijzitter » vervangen door de woorden « een rechtskundige bijzitter ».

Art. 18.

Artikel 62 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 62. — Partijen hebben het recht zich ter zitting te laten vertegenwoordigen hetzij door een regelmatig ingeschreven advocaat of een pleitbezorger, hetzij door een afgevaardigde van een beroepsorganisatie, die deze hoedanigheid kan doen blijken, houder is van een bijzondere volmacht en door de bevoegde kamer erkend is.

» Aan partijen kan altijd bevolen worden persoonlijk te verschijnen.

» Partijen kunnen zich laten bijstaan door de in het eerste lid bedoelde personen.

» De bevoegde kamer kan een ander persoon, die houder is van een bijzondere volmacht, toelaten partijen bij te staan. »

Art. 19.

In dezelfde wet wordt een artikel 62bis ingelast, luidende als volgt :

« Artikel 62bis. — De zaak wordt opgeroepen en gepleit ter terechtzitting die vermeld is in het exploit van dagvaarding.

» De zaak mag slechts worden uitgesteld om nauwkeurig bepaalde en wettige redenen ter beoordeling van de Raad. »

Art. 20.

In dezelfde wet wordt een artikel 62bis ingelast, luidende als volgt :

« Artikel 65bis. — In de Werkrechtshraden waar er meer dan één kamer voor werklieden en meer dan één kamer voor bedienden is, moeten de bijzondere kamers, bedoeld in de artikelen 42 en 65, samengesteld zijn uit een rechter-werkman en een rechter-werkgever, genomen uit één der werkliedenkamers, evenals uit een rechter-bediende en een rechter-werkgever, genomen uit een der bediendenkamers. »

» Het bijzonder verzoeningsbureau waarvan sprake in artikel 50, 8° lid, moet door de voorzitter samengesteld worden uit een rechter-werkman en een rechter-bediende, die respectievelijk deel uitmaken van het verzoeningsbureau van een der werkliedenkamers en van het verzoeningsbureau van een der bediendenkamers. »

Art. 21.

In artikel 76, derde lid, van dezelfde wet worden tussen het woord : « voorzitter » en de woorden : « die de debatten », de woorden : « of de ondervoorzitter » ingevoegd.

Art. 22.

Artikel 80 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 80. — De voorlopige tenuitvoerlegging van het vonnis kan, niettegenstaande beroep en verzet of niettegenstaande beroep alleen, bevolen worden met of zonder waarborg ten belope van :

» 1.250 frank voor de betwistingen tussen werkgever en werklieden;

» 2.500 francs pour les litiges entre employeurs et employés;

» 800 francs pour les litiges entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés.

» Au-delà de ces sommes, la sentence ne peut être déclarée exécutoire que moyennant caution.

» La chambre saisie du litige statue sur la caution sur simple requête adressée au président de la chambre.

» Toutefois, les sentences rendues sur des sommes non contestées sont exécutoires entièrement quant à leurs montants. »

Art. 23.

L'article 85 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'appel des sentences rendues contradictoirement ou par défaut en premier ressort est à peine de déchéance dans les quinze jours de leur signification, notifié à l'autre partie, avec citation à comparaître devant la chambre compétente du Conseil de prud'hommes d'appel dans la circonscription duquel se trouve le Conseil qui a rendu la sentence dont appel; cette citation se fera par exploit d'huissier dans les formes et délais prescrits par l'article 59.

» En cas de déchéance de l'appel, la sentence dont appel est coulée en force de chose jugée sans qu'il soit besoin de faire constater la déchéance par le Conseil d'appel.

» L'intimé pourra interjeter appel incident par conclusions prises à l'audience. »

Art. 24.

L'article 94 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 94. — Les prud'hommes et les assesseurs techniques ont droit à des jetons de présence.

» Le président, les vice-présidents et les assesseurs juridiques effectifs et suppléants ont droit à un double jeton de présence.

» Le Roi fixe le montant des jetons et des doubles jetons de présence.

» En outre, le Roi alloue aux présidents, aux vice-présidents, aux prud'hommes, aux assesseurs juridiques effectifs et suppléants, aux assesseurs techniques, une indemnité de déplacement, lorsque le lieu de leur domicile est situé à une distance de plus de 5 km du lieu de la réunion.

» La disposition de l'alinéa précédent est applicable aux greffier et greffiers adjoints dans le cas prévu par l'article 72. »

Art. 25.

L'article 95 de la loi est complété comme suit :

« Le Roi peut également prescrire l'allocation aux assesseurs juridiques suppléants, d'un jeton de présence supplémentaire pour devoirs accomplis en dehors des séances. »

Art. 26.

L'article 101 de la même loi est abrogé.

Art. 27.

L'article 117, premier alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

» 2.500 frank voor de betwistingen tussen werkgevers en bedienden;

» 800 frank voor de betwistingen tussen werklieden, tussen bedienden of tussen werklieden en bedienden.

» Boven deze bedragen kan de tenuitvoerlegging slechts bevolen worden tegen borgtocht.

» De kamer waarbij de betwisting aanhangig is gemaakt, beslist over de borgtocht op een eenvoudig verzoek, gericht aan de voorzitter van de kamer.

» Evenwel zijn de vonnissen die uitspraak doen over niet betwiste sommen, volledig uitvoerbaar wat hun bedrag betreft. »

Art. 23.

Artikel 85 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Van het hoger beroep tegen de vonnissen die op tegenspraak of bij verstek in eerste aanleg zijn gewezen, wordt op straffe van verval binnen vijftien dagen na hun betekening, aan de andere partij kennis gegeven met dagvaarding om te verschijnen voor de bevoegde kamer van de Werkrechttersraad van beroep waaronder de raad ressorteert die het vonnis heeft gewezen waartegen hoger beroep is ingesteld; deze dagvaarding geschiedt bij deurwaardersexploot in de vormen en binnen de termijnen bepaald in artikel 59.

» Is het hoger beroep vervallen, dan is het beroepen vonnis in kracht van gewijsde getreden zonder dat de Werkrechttersraad van beroep het verval dient vast te stellen.

» De geïntimeerde kan incidenteel hoger beroep instellen bij conclusie genomen ter terechtzitting. »

Art. 24.

Artikel 94 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 94. — De werkrechtters en de technische bijzitters hebben recht op presentiegelden.

» De voorzitter, de ondervoorzitters en de effectieve en plaatsvervangende rechtskundige bijzitters hebben recht op een dubbel presentiegeld.

» De enkele en dubbele presentiegelden worden door de Koning vastgesteld.

» Aan de voorzitters, de ondervoorzitters, de werkrechtters, de effectieve en plaatsvervangende rechtskundige bijzitters en de technische bijzitters wordt bovendien door de Koning een vergoeding voor reiskosten toegekend, indien hun woonplaats meer dan 5 km verwijderd is van de plaats waar ze vergaderen.

» Het bepaalde in het vorige lid is van toepassing op de griffier en de adjunkt-griffiers in het geval bedoeld in artikel 72. »

Art. 25.

Artikel 95 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan eveneens voorschrijven, dat aan de plaatsvervangende rechtskundige bijzitters een bijkomend presentiegeld wordt toegekend wegens taken, volbracht buiten de terechtzittingen. »

Art. 26.

Artikel 101 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 27.

Artikel 117, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Tout Conseil de prud'hommes d'appel se divise en chambres pour ouvriers composées, en nombre égal, d'employeurs et d'ouvriers, et en chambres pour employés, composées, en nombre égal, d'employeurs et d'employés. Il comprend au moins une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés. Le Roi peut établir au sein d'un Conseil de prud'hommes d'appel plusieurs chambres pour ouvriers et pour employés. »

Art. 28.

Les quatre premiers alinéas de l'article 120 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le Roi nomme près de chaque Conseil de prud'hommes d'appel deux présidents docteurs en droit, de nationalité belge, âgés de 30 ans accomplis.

» Il détermine la chambre à laquelle chaque président est attaché. Il désigne, en outre, celui des deux présidents qui exerce les fonctions de président du Conseil.

» Il nomme près de chaque chambre un docteur en droit réunissant les mêmes conditions en qualité de président suppléant.

» Le président du Conseil, le président de chambre et les présidents suppléants se suppléent, le cas échéant. »

Art. 29.

L'article 121, 2^e alinéa, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le président du Conseil, le président de chambre et les présidents suppléants prêtent le même serment entre les mains du Gouverneur de la province ou de son délégué.

» Le greffier et les greffiers adjoints prêtent entre les mains du même fonctionnaire, le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. Je jure de ne pas violer le secret professionnel. »

Art. 30.

« A l'article 123 de la même loi :

« 1^o le chiffre « 7, alinéa 2 » est remplacé par le chiffre « 7, alinéa 3 »;

2^o sont insérés :

a) le chiffre « 28, alinéa 5 » entre le chiffre « 23 » et le chiffre « 29 »;

b) le chiffre « 31, dernier alinéa » entre le chiffre « 30 » et le chiffre « 35, alinéas 1 et 2 »;

c) le chiffre « 62bis » entre les chiffres « 62 » et « 63 »;

d) le chiffre « 65bis, alinéa 1^{er} » avant le chiffre « 66 ».

3^o Le chiffre 101 est supprimé. »

Art. 31.

Dans les articles 31, 33, 35, 1^{er} et 2^e alinéas, 49, 2^e alinéa, 56, 2^e alinéa, 69, 70, 2^e alinéa, 74, premier alinéa, 76, 3^e alinéa, 77, premier alinéa, 80, 88, premier alinéa, et 89 de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes les mots « ou vice-président » sont insérés après le mot « président ».

« Elke Werkrechtssraad van beroep wordt verdeeld in kamers voor werklieden, samengesteld uit even zoveel werkgevers als werklieden, en in kamers voor bedienden, samengesteld uit even zoveel werkgevers als bedienden. Hij omvat ten minste één kamer voor werklieden en één kamer voor bedienden. De Koning kan in een Werkrechtssraad van beroep meerdere kamers voor werklieden en voor bedienden oprichten. »

Art. 28.

De eerste vier leden van artikel 120 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

« De Koning benoemt bij elke Werkrechtssraad van beroep twee voorzitters, die doctor in de rechten, van Belgische nationaliteit en ten volle 30 jaar oud moeten zijn.

» Hij bepaalt aan welke kamer ieder voorzitter verbonden is. Hij wijst daarenboven degene van de twee voorzitters aan, die het ambt van voorzitter van de Raad uitoefent.

» Hij benoemt bij iedere kamer een doctor in de rechten, die dezelfde voorwaarden vervult tot plaatsvervangend voorzitter.

» De voorzitter van de Raad, de kamervoorzitter en de plaatsvervangende voorzitters vervangen elkaar in voorkomend geval. »

Art. 29.

Artikel 121, 2^e lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De voorzitter van de Raad, de kamervoorzitter en de plaatsvervangende voorzitters leggen dezelfde eed af in handen van de Gouverneur der provincie of van diens afgevaardigde.

» De griffier en de adjunct-griffiers leggen in handen van dezelfde ambtenaar de volgende eed af : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. Ik zweer het ambtsgeheim niet te schenden. »

Art. 30.

« In artikel 123 van dezelfde wet :

« 1^o wordt het cijfer « 7, 2^{de} lid », vervangen door het cijfer « 7, 3^{de} lid »;

2^o worden ingelast :

a) het cijfer « 28, 5^{de} lid » tussen het cijfer « 23 » en het cijfer « 29 »;

b) het cijfer « 31, laatste lid » tussen het cijfer « 30 » en het cijfer « 35, 1^{ste} en 2^{de} lid »;

c) het cijfer « 62bis » tussen de cijfers « 62 » en « 63 »;

d) het cijfer « 65bis, 1^{ste} lid » vóór het cijfer « 66 ».

3^o wordt het cijfer 101 geschrapt. »

Art. 31.

In de artikelen 31, 33, 35, 1^e en 2^e lid, 49, 2^e lid, 56, 2^e lid, 69, 70, 2^e lid, 74, 1^e lid, 76, 3^e lid, 77, 1^e lid, 80, 88, 1^e lid, en 89 van de wet van 9 juli 1926 op de Werkrechtssraden worden de woorden « of ondervoorzitter » ingelast na het woord « voorzitter ».

Art. 32.

Par dérogation à l'article 10 de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes, le Roi peut, sur la proposition du Ministre du Travail, charger diverses personnes de remplir les mandats de conseillers effectifs et suppléants des Conseils de première instance et d'appel.

Cette désignation se fera sur une liste double de candidats réunissant les conditions d'éligibilité fixées par les articles 11, 12 et 13 de la loi précitée, présentée par les organisations interprofessionnelles des employeurs et des travailleurs.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à une vacance dans un Conseil existant, le conseiller est choisi parmi les candidats présentés par les organisations interprofessionnelles auxquelles appartenait le membre effectif ou suppléant à remplacer. Il est procédé de la même manière lors de la création de nouvelles chambres.

Lorsqu'il est procédé à la création de nouveaux Conseils de prud'hommes, il est tenu compte, pour la désignation des conseillers, des résultats des dernières élections des Conseils d'entreprises.

Les mandats ainsi conférés prennent fin lors du renouvellement total ou partiel par voie d'élection des Conseils de prud'hommes, qui aura lieu avant le 31 décembre 1961.

Les conseillers désignés en vertu de l'alinéa précédent restent en fonction en attendant leur réinstallation ou l'installation de leurs successeurs.

Art. 33.

Trois Conseils de prud'hommes sont institués dans la province de Luxembourg.

Ils ont leur siège respectivement à Arlon, Marche-en-Famenne et Libramont.

Art. 34.

Le ressort du Conseil de prud'hommes d'Arlon s'étend à l'arrondissement judiciaire d'Arlon.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Marche-en-Famenne s'étend à l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Libramont s'étend à l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau.

Art. 35.

Un Conseil de prud'hommes d'appel est institué dans la province de Luxembourg.

Il a son siège à Libramont.

Art. 36.

Le ressort du Conseil de prud'hommes d'appel de Libramont s'étend aux trois Conseils de prud'hommes de la province de Luxembourg.

L'appel des sentences rendues par les Conseils de prud'hommes d'Arlon, de Marche-en-Famenne et de Libramont, est porté devant le Conseil de prud'hommes d'appel de Libramont.

Art. 37.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Wavre comprend les cantons judiciaires de Wavre, Jodoigne et Perwez.

Art. 32.

In afwijking van artikel 10 van de wet van 9 juli 1926 op de Werkrechtshraden, kan de Koning, op voorstel van de Minister van Arbeid, verschillende personen belasten met het vervullen van de mandaten van effectieve en plaatsvervangende werkrechtshraden bij de Raden van eerste aanleg en van beroep.

Deze aanwijzing gebeurt op een dubbele lijst van kandidaten die de verkiesbaarheidsvoorwaarden, bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van de vermelde wet, vervullen, voorgedragen door de interprofessionele werkgevers- en werknemersorganisaties.

Bij vacature in een bestaande Raad, wordt de werkrechtshraden gekozen onder de kandidaten voorgedragen door de interprofessionele organisaties waartoe de effectieve of plaatsvervangende werkrechtshraden behoorde, in wiens vervanging moet worden voorzien. Er wordt op dezelfde wijze tewerk gegaan bij de oprichting van nieuwe kamers.

Wanneer er nieuwe Werkrechtshraden worden ingesteld, wordt voor de aanwijzing van de werkrechtshraden rekening gehouden met de uitslag van de jongste verkiezingen voor de Ondernemingsraden.

De aldus toegekende mandaten eindigen bij de totale of gedeeltelijke vernieuwing van de Werkrechtshraden door middel van verkiezingen, die zullen plaats hebben vóór 31 december 1961.

De krachtens het vorige lid aangewezen werkrechtshraden blijven in functie tot hun heraanstelling of de aanstelling van hun opvolgers.

Art. 33.

Er worden drie Werkrechtshraden ingesteld in de provincie Luxemburg.

Zij hebben hun zetel respectievelijk te Aarlen, Marche-en-Famenne en Libramont.

Art. 34.

Het rechtsgebied van de Werkrechtshraad te Aarlen omvat het rechterlijk arrondissement Aarlen.

Het rechtsgebied van de Werkrechtshraad te Marche-en-Famenne omvat het rechterlijk arrondissement Marche-en-Famenne.

Het rechtsgebied van de Werkrechtshraad te Libramont omvat het rechterlijk arrondissement Neufchâteau.

Art. 35.

In de provincie Luxemburg wordt een Werkrechtshraad van beroep ingesteld.

Hij heeft zijn zetel te Libramont.

Art. 36.

Het rechtsgebied van de Werkrechtshraad van beroep te Libramont omvat de drie Werkrechtshraden van de provincie Luxemburg.

Hoger beroep tegen de vonnissen gewezen door de Werkrechtshraden te Aarlen, Marche-en-Famenne en Libramont wordt aanhangig gemaakt bij de Werkrechtshraad van beroep te Libramont.

Art. 37.

Het rechtsgebied van de werkrechtshraad van Waver omvat de rechterlijke kantons Waver, Geldenaken en Perwijs.

Art. 38.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Lessines s'étend aux cantons judiciaires d'Ath, Chièvres, Flobecq et Lessines et aux communes de Bassilly, Enghien, Marcq, Petit-Enghien et Saint-Pierre-Capelle du canton judiciaire d'Enghien.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Tournai s'étend aux cantons judiciaires de Antoing, Celles, Frasnes-lez-Buissenal, Leuze, Péruwelz, Quevaucamps, Templeuve et Tournai.

Art. 39.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Gand s'étend également à la commune d'Oosterzele.

Art. 40.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Bruges s'étend aux cantons judiciaires de Bruges et aux communes de Torhout, Ruddervoorde, Aatrijke et Veldegem du canton judiciaire de Torhout.

Art. 41.

Deux Conseils de prud'hommes sont institués dans la province du Limbourg.

Ils ont leur siège respectivement à Hasselt et à Tongres.

Art. 42.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Hasselt s'étend à l'arrondissement judiciaire de Hasselt, ainsi qu'au canton judiciaire de Genk.

Le ressort du Conseil de prud'hommes de Tongres s'étend à l'arrondissement judiciaire de Tongres, à l'exclusion du canton judiciaire de Genk.

Art. 43.

Un Conseil de prud'hommes d'appel est institué dans la province de Limbourg.

Il a son siège à Hasselt.

Art. 44.

Le ressort du Conseil de prud'hommes d'appel de Hasselt s'étend aux deux Conseils de prud'hommes de la province de Limbourg. L'appel des sentences rendues par les Conseils de prud'hommes de Hasselt et de Tongres est porté devant le Conseil de prud'hommes d'appel de Hasselt.

Art. 45.

Les actions introduites avant la mise en vigueur de la présente loi devant les juridictions compétentes et pendantes devant ces juridictions au moment de la mise en vigueur de la présente loi restent régies, quant à la compétence, par la législation antérieure, même si une partie seulement des défendeurs ont été assignés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 46.

Sont abrogés les articles 3 à 12 de la loi du 25 juin 1927 supprimant certains Conseils de prud'hommes, modifiant le

Art. 38.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad te Lessen omvat de rechterlijke kantons Aat, Chièvres, Lessen en Vloesberg en de gemeenten Edingen, Lettelingen, Mark Sint-Pieters-Kapelle en Zullik uit het rechterlijk kanton Edingen.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad te Doornik omvat de rechterlijke kantons Antoing, Celles, Doornik, Frasnes-lez-Buissenal, Leuze, Péruwelz, Quevaucamps en Templeuve.

Art. 39.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad van Gent omvat ook de gemeente Oosterzele.

Art. 40.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad te Brugge omvat de rechterlijke kantons Brugge en de gemeenten Torhout, Ruddervoorde, Aatrijke en Veldegem uit het rechterlijk kanton Torhout.

Art. 41.

In de provincie Limburg worden twee Werkrechtersraden opgericht.

Zij hebben hun zetel respectievelijk te Hasselt en te Tongeren.

Art. 42.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad te Hasselt omvat het rechterlijk arrondissement Hasselt alsmede het rechterlijk kanton Genk.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad te Tongeren omvat het rechterlijk arrondissement Tongeren, met uitzondering van het rechterlijk kanton Genk.

Art. 43.

In de provincie Limburg wordt een Werkrechtersraad van beroep ingesteld.

Hij heeft zijn zetel te Hasselt.

Art. 44.

Het rechtsgebied van de Werkrechtersraad van beroep te Hasselt omvat de twee Werkrechtersraden van de provincie Limburg. Hoger beroep tegen de vonnissen gewezen door de Werkrechtersraden te Hasselt en te Tongeren wordt aanhangig gemaakt bij de Werkrechtersraad van beroep te Hasselt.

Art. 45.

De vorderingen die vóór de inwerkingtreding van deze wet ingeleid waren voor de bevoegde rechtscolleges en die bij deze rechtscolleges hangende zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, blijven, wat de bevoegdheid betreft, onderworpen aan de vroegere wetgeving, zelfs indien slechts een deel van de verweerders vóór de inwerkingtreding van deze wet werden gedagvaard.

Art. 46.

Worden opgeheven de artikelen 3 tot 12 van de wet van 25 juni 1927, tot opheffing van sommige Werkrechters-

ressort de certains autres et établissant un Conseil de prud'hommes à Hasselt.

raden, tot wijziging van het rechtsgebied van sommige andere en tot oprichting van een Werkrechtersraad te Hasselt.

Bruxelles, le 7 avril 1960.

Brussel, 7 april 1960.

Le Président du Sénat,

De Voorzitter van de Senaat,

P. STRUYE.

Les Secrétaires,

De Secretarissen,

E. YERNAUX,
A. DE MARNEFFE.
